#####

**MODELE**

**ARRETE PORTANT RECLASSEMENT INDICIAIRE ET MODIFICATION DE CARRIERE SUITE**

**A BONIFICATION D’ANCIENNETE D’UN AN A COMPTER DU 1er JANVIER 2022**

Le Maire/Président,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°…….. du ……… portant statut particulier du cadre d’emplois ……………………..

Vu le décret n°2021-1818 du 24/12/2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle,

Vu le décret n°2021-1819 du 24/12/2021 modifiant divers décrets fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale

**ARRETE**

**Article 1** : A compter du 1er janvier 2022, M/Mme…………………. est reclassé comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **ANCIENNE SITUATION**  | **SITUATION NOUVELLE AU 1er JANVIER 2022** |
| Grade : Echelon : IB : IM : Ancienneté conservée : | Grade : Echelon : IB : IM : Ancienneté conservée: |

**Article 2** : A compter du 1er janvier 2022, M/Mme…………………….. bénéficie d’une bonification d’un an, son reliquat d’ancienneté dans l’échelon… est de …. an(s) …. mois …. jours.

**Article 3** : Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l’intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de Gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom lisibles et signature)*

Le Maire/Président,

 - certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

 - informe qu'en application des dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
Ce recours peut être déposé sur l’application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l’adresse suivante : [www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr/).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :